

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1^{er} Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Même avec le coronavirus, ils étaient donc 415 milliardaires chinois en juillet, avec 1410 milliards d'euros en poche. UBS et PwC ne donneront pas leurs noms. On ne peut pas plus donner la liste des milliers d'ouvriers qui chaque jour réclament leurs salaires impayés. Trop nombreux....

Éditorial

Le programme de réformes. La croissance se poursuit, officiellement +4,9%, mais ce n'est pas encore le chiffre de 5,5% à même époque en 2019 et la consommation est moitié moindre. Le chômage sans doute massif (mais sans chiffres...) et les coupes dans les salaires marquent la situation économique. Alors, est-il possible de croire que, en « *optimisant l'environnement de la consommation et en faisant jouer pleinement les avantages d'un marché national de très grande échelle, nous stimulons non seulement l'économie du pays, mais nous créons également de plus grandes opportunités de marché pour le reste du monde* » ?

Avec cette nouvelle politique, les partisans de l'ouverture et des entreprises privées s'inquiétaient. Qu'ils se rassurent : avec son discours prononcé la semaine dernière à Shenzhen, la célèbre zone économique spéciale (ZES), Xi Jinping, le secrétaire du Parti communiste chinois (PCC), invite à mener une réforme économique fondée sur le marché, à améliorer les conditions juridiques du marché pour les entreprises multinationales et les marchés financiers, à construire une économie ouverte de haut niveau, tout cela devant améliorer le quotidien du peuple... Et ne traînons pas, dit-il : il faut faire avancer le programme de réformes du pays avec « *plus de courage et de sagesse politiques* » face à des « *défis sans précédent* » ! Shenzhen redevient le laboratoire de la réforme économique...

Shenzhen de père en fils... C'est le propre père de Xi Jinping, Xi Zhongxun, qui au début des années 80 fut chargé de mettre sur pied la ZES de Shenzhen, symbole de la politique de réforme et d'ouverture décidée fin 1978. Célébrant donc le 40^e anniversaire de la ZES, Xi fils déclare : « *La pratique de 40 ans de réforme et d'ouverture à Shenzhen et dans d'autres zones économiques spéciales a créé de grands miracles* ».

Des miracles ? Allons donc ! La réforme et l'ouverture, ce furent ces dizaines de millions de travailleurs qui quittèrent la misère

des campagnes pour vendre leurs bras aux propriétaires des usines de ces ZES qui poussaient comme des champignons. Ces jeunes ouvriers appelés migrants n'avaient aucun droit parce qu'ils travaillaient ailleurs que dans les villages ou bourgs où ils étaient enregistrés administrativement. Leur seul droit : se faire exploiter dans des conditions abominables.

On rappellera ici ces 87 jeunes filles de l'atelier de jouets Zhili à Shenzhen, brûlées vives en 1993 dans ces bâtiments « trois en un » (dortoir, atelier, entrepôt) dont les issues étaient verrouillées, ces centaines de milliers qui souffrent de pneumoconiose parce que les patrons estimaient trop élevé le coût de masques et d'une ventilation, ces dizaines de milliers de mineurs et d'ouvriers des chantiers de construction morts dans d'atroces conditions, ces millions de doigts coupés et de membres mutilés...

Lors de cette période, la Commission Enquête Chine n'a pas cru au miracle... Et elle peut s'honorer d'avoir interpellé les patrons du jouet hongkongais de l'usine Zhili en visite à Paris et aidé à faire connaître la réalité et la résistance ouvrière au mouvement ouvrier français, par exemple la bataille des délégués élus de Liaoyang en 2002 où la Commission a envoyé une délégation de soutien sur place.

On entre « dans le dur »... Le chef du PCC de Shenzhen, Wang Weizhong, a déclaré le 11 octobre lors d'une interview à la télévision nationale CCTV que « *réformer à Shenzhen sera plus difficile qu'il y a quarante ans lorsque la ville est devenue une zone économique spéciale* » (« Caixin », 15 octobre). On entre dans « les eaux profondes » et une partie de la réforme est « *terre inconnue* », a-t-il précisé, ajoutant que « *le plus dur est de manger le gâteau de quelqu'un d'autre* » ! Il s'agit là de la énième réforme des entreprises d'Etat.

La revue « Caixin » explicite la formule : « *Cela signifie dépouiller de leurs droits acquis un groupe qui fait obstacle à la réforme* ». « Plus difficile » parce que les intérêts particuliers en question ne vont pas se laisser dépouiller sans réagir, les

travailleurs ont beaucoup appris depuis toutes ces années malgré la répression permanente du pouvoir. Surtout qu'on reparle d'une réforme de la sécurité sociale et d'un projet de report de l'âge de la retraite... Or il n'y a pas un jour sans que de multiples rassemblements, manifestations se déroulent dans tout le pays, généralement pour exiger le versement des arriérés de salaires. Ou bien ces grèves sauvages de livreurs de repas ou de colis...

Dans nos documents, nous publions (voir au verso) des informations sur la difficile bataille des personnels et leur syndicat de la compagnie aérienne hongkongaise Cathay, qui a annoncé qu'elle allait supprimer 8500 postes de travail et licencier 5300 de ses salariés avec la liquidation de sa compagnie régionale Dragon. Elle veut aussi modifier les contrats de travail des hôtesses et des pilotes qui ne seront pas licenciés ! En tout état de cause, le taux de chômage officiel de Hong Kong va encore s'aggraver : passé de 6,1% à 6,4% pour la période de juillet à septembre, il a touché un sommet jamais atteint depuis plus de quinze ans !

On lira aussi les propos du président du syndicat des enseignants de Hong Kong (100 000 adhérents) qui alerte : « *Les enseignants sont en danger* ! ».

« **La Lettre** » est à nouveau envoyée par mail. « *Avec retard, mais elle est bienvenue compte tenu de l'actualité !* », nous répond un abonné de l'Hérault. Quant à ce courrier d'un lecteur du nord de la France, on ne va pas résister : « *Bravo et un grand merci pour votre constance: dans la parution de La Lettre, dans l'orientation politique indépendante et fraternelle de la ligne éditoriale, dans l'extraordinaire qualité et diversité des documents que vous donnez, dans l'intérêt et les précisions de tous ces documents, incroyables... Vive la lutte de la classe ouvrière chinoise, vive les syndicats libres, vive le socialisme ! Je viens d'envoyer mon ré-abonnement, désolé d'avoir tardé. Dès que je peux, j'envoie un soutien financier. Fraternellement, bonne continuation. Florian L...* » Merci de ces encouragements !

Cathay Pacific : pas d'accord entre la direction et les syndicats sur la révision des contrats de travail

Selon « South China Morning Post » (27 octobre), les salariés qui ne font pas partie des licenciements massifs annoncés la semaine dernière sont désormais confrontés à la date limite du 4 novembre : il leur faudrait accepter de nouveaux contrats de travail avec réduction des salaires ou bien être licenciés. Le nouveau contrat de travail des personnels de cabine leur ferait perdre jusqu'à 40% de leur salaire; ils envisagent donc une action collective. L'Aircrew Officers Association, le syndicat des pilotes qui représente 2200 pilotes, a consulté des fonctionnaires du Département du travail à

propos de ce projet d'accord jugé litigieux; ils perdraient, eux, de 40 à 60% de salaire. « *Il est extrêmement décevant que la direction ne veuille tout simplement pas écouter ses salariés* », a déclaré la présidente du syndicat des hôtesses de Cathay, Zuki Wong, au sortir de la réunion. Report de la date limite, demandait le syndicat. Refus ! « *Ils n'ont montré aucune sincérité en négociant avec nous, mais nous n'abandonnons pas à ce stade* », a déclaré Amber Suen, la vice-présidente du syndicat qui représente la plupart des 8 000 agents de Cathay. Le syndicat des pilotes a demandé à la

direction du Travail si Cathay respectait l'ordonnance sur l'emploi en élaborant de nouveaux accords sans consultation. Il a noté que son syndicat n'avait pas été en mesure de rencontrer la direction de la compagnie pour discuter des nouveaux contrats. Le département du Travail s'est dit « *très préoccupé* » par le plan et que Cathay devait consulter les employés avant de modifier les termes de leurs contrats de travail, précisant que sans consultation « *les employés peuvent engager des recours contre l'employeur en vertu de l'ordonnance sur l'emploi* ».

« Le gouvernement de Hong Kong tente de réduire au silence les enseignants », dit le président du syndicat des enseignants

Le syndicat des enseignants de Hong Kong va faire appel de la décision du Bureau de l'Éducation, fin septembre, de radier un instituteur d'une école de Kowloon pour avoir prétendument dans son cours d'éducation civique milité pour l'indépendance de Hong Kong dans sa classe. C'est la première fois que le Bureau radie un enseignant pour autre chose qu'un comportement criminel ou sexuel dangereux. Carrie Lam, la cheffe du gouvernement, a parlé de s'attaquer à certaines « brebis galeuses » au sein de la profession enseignante. Les enseignants de la ville ripostent et le Syndicat des enseignants professionnels a travaillé en étroite collaboration avec l'enseignant radié pour contester la décision du gouvernement. Le syndicat compte plus de 100 000 adhérents et représente 85% des enseignants de la ville.

« Faire régner une terreur blanche »

Le président du syndicat, Fung Wai-wah, a déclaré que les accusations du gouvernement contre l'enseignant étaient tout simplement inexactes : « *Le Bureau de l'éducation présente de manière sélective certaines informations tout en cachant d'autres.* » Selon Fung, l'enseignant utilisait le cas de l'indépendance de Hong Kong pour illustrer

les problèmes contemporains concernant la liberté d'expression dans la ville à ses cinq élèves : « *De ce que nous savons, l'enseignant a utilisé quelques exemples pour démontrer la liberté d'expression à Hong Kong et la crise à laquelle nous sommes confrontés, à partir de vidéos provenant de la télévision gouvernementale RTHK présentant aux élèves un point de vue équilibré des avantages et inconvénients de l'indépendance. Nous pensons que le Bureau de l'Éducation utilise cette affaire pour atteindre certains objectifs politiques... pour faire régner une terreur blanche et faire en sorte que les enseignants cessent de s'exprimer. Nous pensons que c'est déloyal et injuste.* » Fung estime que la décision de radier un enseignant équivalait à la peine de mort en termes professionnels : « *Le professeur ne peut plus enseigner à Hong Kong pour le reste de sa vie. C'est très grave.* » Il est aussi interdit d'accès dans les établissements scolaires de la ville.

« Les enseignants sont en danger »

Le syndicat a déposé un recours auprès du Bureau de l'éducation au début du mois, lui demandant de retirer sa décision et de présenter ses excuses à l'enseignant concerné. Il attend toujours que le bureau fixe une

date pour l'audience. Fung, qui est président du syndicat depuis plus de dix ans, craint que l'incident ne marque le début d'attaques virulentes du gouvernement contre les enseignants qui refusent de se plier aux consignes. « *Ils essaient d'intimider les enseignants, afin que ces derniers ne s'expriment pas sur la mauvaise gouvernance ou le gouvernement. (...) Tout cela n'est pas de l'éducation. C'est de l'anti-éducation.* »

« *Si le gouvernement continue de faire cela, cela rendra le métier d'enseignant très difficile. Il y a trop de lignes rouges à ne pas franchir. Cette autocensure empêchera les enseignants de fournir aux élèves des points de vue différents. Cela entravera donc leur apprentissage.* »

« *Dans le passé, nous avons réussi à former nos étudiants à devenir des apprenants indépendants et à avoir une pensée critique. Je pense que c'est ce que le gouvernement n'aime pas. (...) En cette période de crise, les enseignants sont en danger. Ce que le syndicat et moi-même pouvons faire, c'est essayer de leur dire leurs droits et comment nous pouvons les défendre. Et aussi, les organiser pour que nous puissions avoir un effort collectif de lutte contre les cas d'injustice.* »

(Source : HKFP, 1^{er} novembre)

Livreurs de colis

Des médias ont rapporté un mouvement de grèves ou de démissions dans des entreprises de livraison de colis : en cause, les baisses de salaire. La hausse des coûts de logistique et la concurrence sauvage dans ce secteur des services ont conduit certaines sociétés à réduire les coûts de livraison, donc ce qui est payé aux livreurs. Par exemple, un article cite une entreprise qui a réduit la rémunération de plus de moitié : elle est passée de 1,2 yuan (0,15 centime d'euro) par article à 0,5 yuan (0,06 centime) ! Ces grèves ont été recensées dans plusieurs villes et provinces, affectant des entreprises privées comme publiques. « China Labour Bulletin » cite par exemple une grève de plus d'une centaine de livreurs chez Yunda Express le 26 octobre à Jinan (province du Shandong) à propos d'arriérés de salaire ou de démissions à Dengfeng (Henan) pour protester contre la nouvelle politique salariale. (Sources : divers)

4000 manifestants en plein Pékin

Le 19 octobre, près de 4000 parents sont descendus dans la rue à Pékin pour faire le siège de Youwin, une société privée dispensant des cours particuliers de soutien à des élèves. Ces parents exigeaient le remboursement des milliers d'euros de frais de scolarité déjà versés, craignant que la société se mette en faillite, comme toute une série de sociétés de tutorat parascolaire. D'ailleurs, les locaux et salles de cours de Youwin à Shanghai ou Tianjin sont déjà fermés.

Youwin est à la tête d'établissements dans 35 villes et plusieurs enseignants qui y travaillent étaient également présents dans la manifestation, affirmant qu'ils n'avaient pas été payés depuis avril ou mai. Un des professeurs du district pékinois de Chaoyang explique que la direction devait 170 000 euros de salaires pour ce seul district !

Certains des parents ont déclaré que Youwin leur devait plus de 10 000 euros en frais de scolarité pré-payés et qu'ils n'avaient pas été en mesure d'obtenir un remboursement. Des messages d'un groupe WeChat de plus de 340 parents évaluent ces dépôts à 1,4 million d'euros. « *J'ai vendu mon appartement et utilisé une partie de cet argent pour payer ces frais de scolarité. Je n'ai pas d'appartement, pas de revenu stable* », a déclaré une mère d'élève. Les manifestants ont envahi les rues et bloqué la circulation jusqu'à ce que la police les confine sur les trottoirs. (Sources : « Inkstone », « Caixin », 21 octobre)

Hong Kong : la répression en marche...

Le 27 octobre, 4 militants sont entrés dans le consulat américain pour une demande d'asile. Le 29, deux jours après avoir été arrêté dans un café situé en face du consulat, Tony Chung, 19 ans, a été accusé par un tribunal de sécession, de blanchiment d'argent et de conspiration. Peu après, deux autres anciens membres de Studentlocalism, Yannis Ho et William Chan, ont également été interpellés. Le 1er novembre, rapporte « Le Monde », 7 membres de l'opposition, parmi lesquels quatre députés, ont été arrêtés pour « outrage » et « obstruction » au travail des membres du Conseil législatif.